

LA JOURNÉE

Jan Peumans dans la peau d'un Catalan

"Aujourd'hui, nous sommes tous des Catalans." C'est en ces mots que le président du parlement flamand, Jan Peumans (N-VA), a accueilli sa consœur du parlement catalan, Carme Forcadell i Lluis, venue à Bruxelles chercher son prix décerné par le centre d'études Maurits Coppieters, lié à l'alliance libre européenne (ALE) qui regroupe les partis régionalistes européens. Le très nationaliste président flamand ne s'est évidemment pas privé de sermonner le pouvoir central espagnol pour sa tentative de saborder le référendum d'autodétermination de la Catalogne. Ni de tacler Herman Van Rompuy. *"Les forces conservatrices, et parmi elles un ancien président du Conseil européen issu de ce pays (Herman Van Rompuy), ont proclamé dans le passé qu'un pays qui se sépare de la mère patrie quitte automatiquement l'Union européenne. Une telle menace peut uniquement être interprétée comme une épée dans les reins."* L'actualité catalane fait manifestement saliver certains nationalistes flamands.

"Vent debout", Demotte (PS) défend sa Fédération

Pauvre Rudy Demotte. A l'occasion de la fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles ce jeudi, le ministre-Président socialiste a défendu contre vents et marées sa chère institution. Et reconnaissons-le, le boulot n'est pas simple alors que les bourrasques régionalistes, au sein du monde francophone, se font de plus en plus fortes, abimant chaque jour davantage la légitimité publique de la Fédération. Pourtant, et reconnaissons-le aussi, celle qui s'appelle encore officiellement la Communauté française n'est pas sans compétences. Elle gère l'enseignement, la culture ou les politiques de jeunesse, ce qui en fait, a insisté le socialiste, *"l'institution la plus proche, par ses affinités et ses compétences, des droits humains"*. Oui, Rudy Demotte voit en la "Fédé" une institution qui peut contribuer à une société meilleure en Belgique comme au sein de la Francophonie. *"Vent debout"* dès lors, le ministre-Président a assuré que les membres de son gouvernement feraient vivre leur institution.

Galant (MR) votera un décret qu'elle n'aime pas

Mardi, au Parlement wallon, la Commission des pouvoirs locaux se penchait sur de nouvelles mesures visant à mieux encadrer la notion de bourgmestre, d'échevin ou de président de CPAS "empêché". Jacqueline Galant (MR) députée-bourgmestre de Jurbiise - le décret wallon anti-cumul l'autorise à cumuler les deux fonctions - indiquait, mardi qu'elle voterait le texte défendu par la majorité (MR-CDH) à laquelle elle appartient. Elle précisait aussi, pourtant, qu'elle n'aimait pas tout dans ce texte : *"Certaines dispositions vont peut-être trop loin, notamment dans le fait qu'un bourgmestre ou un échevin empêché ne pourra même plus présider un conseil communal, ne pourra plus porter l'écharpe, ne plus employer le blason communal dans ses courriers, etc. Le bourgmestre empêché devient donc un conseiller communal de second plan où les prérogatives sont inexistantes"*. La députée regrettait encore que ces règles ne s'appliquaient pas à toutes les assemblées du pays. Qu'elle n'hésite donc pas à en parler à ses collègues libéraux qui siègent dans la majorité au fédéral. Pour l'heure, ces derniers semblent ne rien avoir entendu. M^{me} Galant pourra se consoler en se disant

qu'elle est membre de l'assemblée parlementaire la plus à la pointe sur l'éthique dans le pays.

La Belgique bien placée au hit-parade des grèves

Chaque année, on compte dans le pays 79 jours de travail perdus par 1 000 travailleurs en raison d'une grève, selon des chiffres de l'Institut der deutschen Wirtschaft (IW) basé à Cologne. La Belgique se trouve en quatrième position, derrière la France (123 jours ouvrables perdus par 1 000 travailleurs), le Danemark (118) et le Canada (87). A noter que la tendance belge est à la hausse : sur la période 2006-2015, la moyenne était en effet de 71 jours de travail perdus pour 1 000 travailleurs. La tendance est aussi à l'augmentation dans de nombreux autres pays européens, mais à la diminution au niveau mondial. Au Japon et en Slovaquie, les grèves sont rarissimes (0 jour) alors que le nombre de jours perdus par 1 000 travailleurs n'est que de 1 en Suisse et 2 en Autriche.